



DECISION N° 2022_041

Objet : Procédure d'appel d'offres ouvert n° 2022_021 : Prothèses dentaires et appareils d'orthodontie pour le Centre municipal de santé Louise Michel.

Le Maire de Romainville,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 relatifs aux attributions exercées par le Maire au nom de la commune,

Vu le Code de la commande publique,

Vu la délibération n°20_07_05 en date du Conseil municipal du 04 juillet 2020 qui autorise le Maire et ses adjoints à prendre toute décision concernant la préparation, la passation et l'exécution des marchés publics,

Considérant les besoins du Centre municipal de santé Louise Michel (CMS) en matière de fourniture de prothèses dentaires et d'appareils d'orthodontie,

Considérant qu'à l'issue de la procédure de mise en concurrence, trois candidats ont déposé une offre pour les différents lots de la consultation,

Considérant qu'à l'issue de l'ouverture des plis, l'offre de deux candidats ont été déclarées irrégulières sur le fondement de l'article L.2152-2 du Code de la commande publique et du règlement de la consultation,

Considérant que les lots 2 et 4 pour lesquels ces deux candidats avaient remis une offre ont été déclarés infructueux,

Considérant, que suite à l'analyse réalisée des lots 1 et 3, les offres de la société LSF SARL répondent aux besoins de la Ville et sont économiquement avantageuses,

DECIDE

Article 1^{er} : D'attribuer le lot 1 à la société **LSF SARL**, siégeant « 17 avenue de la Porte de Vitry 75 013 - PARIS », et représentée par Monsieur Joël FRISQUET, **pour un montant minimum de 1000 € HT et un montant maximum de 45 000 € HT.**

Article 2 : D'attribuer le lot 3 à la société **LSF SARL**, siégeant « 17 avenue de la Porte de Vitry 75 013 - PARIS », et représentée par Monsieur Joël FRISQUET, **pour un montant minimum de 1200 € HT et un montant maximum de 45 000 € HT.**

Article 3 : Le marché est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de sa date de notification au Titulaire. Il pourra ensuite être reconduit tacitement par période d'une année dans la limite de trois (3) reconductions. La durée maximale de l'accord cadre est ainsi limitée à quatre (4) ans, périodes de reconduction comprises.

Article 4 : En application des articles R. 421-1 et suivants du Code de justice administrative, dans un délai de deux mois à compter de son affichage, le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Maire (Mairie de Romainville – Place de la Laïcité – 93231 Romainville Cedex) ainsi que d'un recours contentieux dans ce même délai, devant le Tribunal administratif de MONTREUIL par voie postale (Tribunal administratif de Montreuil - 7, rue Catherine Puig – 93558 MONTREUIL Cedex) ou de façon dématérialisée par la voie de l'application « télérécourts citoyens » sur le site www.telerecours.fr.

Le recours gracieux proroge le délai de recours contentieux, l'absence de réponse au recours gracieux dans un délai de deux mois suivant sa réception par la commune constitue une décision implicite de rejet qui peut elle-même être contestée devant le Tribunal administratif de MONTREUIL dans un délai de deux mois par voie postale ou dématérialisée.

Article 5 : La présente décision sera transmise au contrôle de légalité sur le fondement de l'article L. 2131-1 du Code général des collectivités territoriales.

Romainville, Le 13/10/2022

François Dechy
Maire de Romainville

